

**Voulons-nous remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie chère et mal conçue ? La taxe sur l'énergie représente une expérience risquée pour les finances de l'Etat, mais aussi pour les automobilistes, les locataires, les propriétaires et les entreprises. Le 8 mars, NON à la taxe sur l'énergie!**

# 5.- le litre d'essence

Le Parlement fédéral a rejeté cette initiative à une large majorité.

L'UDC, le PLR, le PDC, le PBD, le PEV et le PS ont unanimement dit NON à ce texte.

Le Conseil fédéral, l'économie, le patronat et les syndicats, l'agriculture, les propriétaires immobiliers et les associations automobiles y sont également opposés.



Céline Amaudruz  
Conseillère nationale  
UDC/GE



Raphaël Comte  
Conseiller aux Etats  
PLR/NE



Christophe Darbellay  
Conseiller national (VS)  
Président du PDC



Martin Landolt  
Conseiller national (GL)  
Président du PBD



Olivier Feller  
Conseiller national  
PLR/VD  
Secrétaire général de la  
Fédération romande  
immobilière



Pierrette Roulet-Grin  
Membre du Conseil d'administration  
TCS Suisse

**Coûts de l'énergie**  
5 francs par litre d'essence qui explosent ! La nouvelle hausse des ménages et des régions

**Financement de**  
Abolir la TVA, qui procure la principale source de revenus publics importantes et

**Produits d'exportation**  
Avec une énergie forte et moins compétitive face à l'étranger est en jeu.

Comité interpartis  
«Taxe sur l'énergie NON»  
Case postale 6136 - 3001 Berne  
info@taxe-energie-non.ch  
www.taxe-energie-non.ch



Taxe énergie  
**NON**

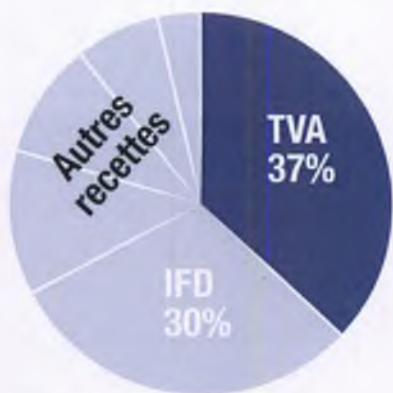
www.taxe-energie-non

## Que veut l'initiative?

Les Vert'libéraux proposent de remplacer la TVA par une lourde taxe sur l'essence, le diesel, le mazout, le gaz et l'électricité. Ce bouleversement majeur aurait de lourdes conséquences pour les consommateurs et pour les finances publiques.

## Expérience risquée pour les prestations de l'Etat et les retraites

### La TVA représente plus d'un tiers des recettes de la Confédération



Source: DFF Comptes 2013

La TVA est la principale source de financement de la Confédération. Elle rapporte plus de 22 milliards de francs par année et permet entre autres de financer les transports publics, la formation, un système de santé de qualité ainsi que notre sécurité. La TVA est également vitale pour nos assurances sociales (AVS/AI). La supprimer c'est prendre un pari très risqué, d'autant que l'initiative se base sur un mécanisme boiteux.

L'initiative est fondamentalement mal construite. Si elle atteint son objectif et que la consommation d'énergie diminue, alors l'argent manque dans les caisses de l'État. Ce texte pose un dilemme insoluble, car il faut soit relever en permanence la taxe pour compenser la baisse des recettes, ou laisser la Confédération enregistrer des pertes financières massives. **Ne comprométons pas la stabilité des finances fédérales !**

## 5 francs le litre d'essence, de chauffage et de l'électricité

Faire le plein coûtera bien plus cher. Pour compenser les pertes de francs que la TVA rapporte, la taxe sur l'essence, le mazout, le gaz et l'électricité devra être très élevée. Les régions périphériques seront touchées. Une taxe sur l'énergie sera encore plus fortement subventionnée sur les faibles revenus dans la mesure où les coûts de l'énergie représentent une part plus importante des budgets.

Et ce n'est qu'un début : si la mesure que la consommation baissera, il faudra sans doute augmenter la taxe pour assurer des recettes suffisantes à l'État. **Ne transformons pas l'initiative en un produit de luxe !**

## Industrie et emplois

Une taxe aussi élevée sur l'énergie sera préjudiciable à l'industrie et au tourisme. Les produits suisses deviendront plus chers à l'étranger, car la Suisse sera moins compétitive. L'initiative menace des milliers d'emplois. **La bureaucratie que ce modèle crée est hors-jeu !**